

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/13961]

19 OCTOBRE 2017. — Décret relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions enseignantes dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociales et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Section I^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. § 1^{er}. Aux fins du présent décret, on entend par:

a) « profession réglementée » : toute fonction enseignante à exercer dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé; artistique; de promotion sociale et supérieur non universitaire; secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française;

b) « qualifications professionnelles » : les qualifications attestées par un titre de formation, une attestation de compétence visée à l'article 4, lettre a), 1^{er} tiret et/ou une expérience professionnelle;

c) « titre de formation » : les diplômes, certificats et autres titres délivrés par une autorité d'un Etat membre désignée en vertu des dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat membre et sanctionnant une formation professionnelle acquise principalement dans un Etat membre tel que visé au présent article, point g);

d) « autorité compétente » : toute autorité ou instance habilitée spécifiquement par un Etat membre à délivrer ou à recevoir des titres de formation et autres documents ou informations, ainsi qu'à recevoir des demandes et à prendre des décisions, visées dans le présent décret;

e) « formation réglementée » : toute formation qui vise spécifiquement l'exercice d'une profession déterminée et qui consiste en un cycle d'études complété, le cas échéant, par une formation professionnelle, un stage professionnel ou une pratique professionnelle;

f) « expérience professionnelle » : l'exercice effectif et licite, à temps plein ou à temps partiel, de la profession concernée dans un Etat membre;

g) « Etat membre » : Etat membre de l'Union européenne ainsi que l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse;

h) « demandeur » : ressortissant d'un Etat membre tel que visé au présent article, point g);

i) « pays tiers » : pays autre que ceux mentionnés au point g) du présent article;

j) « apprentissage tout au long de la vie » : ensemble de l'enseignement général, de l'enseignement et de la formation professionnels, de l'éducation non formelle et de l'apprentissage informel entrepris pendant toute la vie, aboutissant à une amélioration des connaissances, des aptitudes et des compétences, ce qui peut inclure l'éthique professionnelle;

k) « carte professionnelle européenne » : certificat électronique prouvant soit que le professionnel satisfait à toutes les conditions nécessaires pour fournir des services dans un Etat membre d'accueil de façon temporaire et occasionnelle, soit la reconnaissance de qualifications professionnelles pour l'établissement dans un Etat membre d'accueil;

l) « IMI » : outil électronique fourni par la Commission pour faciliter la coopération administrative entre autorités compétentes des Etats membres et entre les autorités compétentes des Etats membres et la Commission;

m) « mécanisme d'alertes » : mécanisme tel que prévu à l'article 56bis, § 3, de la directive 2005/36/CE visée à l'article 2 du présent décret;

n) « Commission » : Commission des titres pour l'accès aux fonctions enseignantes telle que visée à l'article 8 du présent décret.

§ 2. L'emploi, dans le présent décret, de noms masculins pour les différentes fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre.

§ 3. Est assimilé à un titre de formation tout titre de formation délivré dans un pays tiers dès lors que son titulaire a, dans la profession concernée, une expérience professionnelle de trois ans sur le territoire de l'Etat membre qui a reconnu ledit titre et certifiée par celui-ci.

Section II. — Objet

Art. 2. Le présent décret transpose partiellement la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles modifiée par la Directive 2013/55/ UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013. Il établit les règles selon lesquelles, lorsqu'elle subordonne l'accès à une profession réglementée ou son exercice à la possession de qualifications professionnelles déterminées, la Communauté française reconnaît, pour l'accès complet ou partiel à la profession d'enseignant et son exercice, les qualifications professionnelles acquises dans un ou plusieurs autres Etats membres (ci-après dénommé(s) « Etat membre d'origine ») et qui permettent au titulaire desdites qualifications d'y exercer la même profession.

Section III. — Objectifs

Art. 3. La reconnaissance des qualifications professionnelles par la Communauté française permet au bénéficiaire d'accéder en Communauté française à la même profession que celle pour laquelle il est qualifié dans l'Etat membre d'origine et de l'y exercer dans les mêmes conditions que le titulaire de qualifications professionnelles prescrites par la Communauté française.

Aux fins du présent décret, la profession que peut exercer le demandeur en Communauté française est la même que celle pour laquelle il est qualifié dans son Etat membre d'origine si les activités couvertes sont comparables.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un accès partiel à une profession est accordé en Communauté française lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies :

a) le demandeur est pleinement qualifié pour exercer dans l'Etat membre d'origine l'activité professionnelle pour laquelle un accès partiel est sollicité en Communauté française;

b) les différences entre l'activité professionnelle légalement exercée dans l'Etat membre d'origine et la profession réglementée en Communauté française sont si importantes que l'application des mesures de compensation visées à l'article 7 reviendrait à imposer au demandeur de suivre le programme complet d'enseignement et de formation requis en Communauté française pour avoir pleinement accès à la profession réglementée en Communauté française;

c) l'activité professionnelle peut objectivement être séparée d'autres activités relevant de la profession réglementée en Communauté française.

Section IV. — Qualifications professionnelles

Art. 4. Pour l'application de l'article 6, les qualifications professionnelles sont regroupées selon les niveaux suivants tels que décrits ci-après:

a) attestation de compétence délivrée par une autorité compétente de l'Etat membre d'origine désignée en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat sur la base:

- soit d'une formation ne faisant pas partie d'un certificat ou d'un diplôme au sens des litterae b), c), d) ou e) ou d'un examen spécifique sans formation préalable ou de l'exercice à temps plein de la profession dans un autre Etat membre pendant trois années consécutives ou pendant une durée équivalente à temps partiel au cours des dix dernières années;

- soit d'une formation générale du niveau de l'enseignement primaire ou secondaire attestant que son titulaire possède des connaissances générales;

b) certificat sanctionnant un cycle d'études secondaires:

- soit général, complété par un cycle d'études ou de formation professionnelle autre que ceux visés au littera c) et/ou par le stage ou la pratique professionnelle requis en plus de ce cycle d'études;

- soit technique ou professionnel, complété le cas échéant par un cycle d'études ou de formation professionnelle tel que visé au tiret précédent et/ou par le stage ou la pratique professionnelle requis en plus de ce cycle d'études;

c) diplôme sanctionnant:

- soit une formation du niveau de l'enseignement post-secondaire autre que celui visé aux litterae d) et e) d'une durée minimale d'un an ou d'une durée équivalente à temps partiel, dont l'une des conditions d'accès est, en règle générale, l'accomplissement du cycle d'études secondaires exigé pour accéder à l'enseignement universitaire ou supérieur, ou l'accomplissement d'une formation de niveau secondaire équivalente, ainsi que la formation professionnelle éventuellement requise en plus de ce cycle d'études post-secondaires;

- soit une formation réglementée ou, dans le cas de professions réglementées, une formation professionnelle à structure particulière, avec compétences allant au-delà de ce qui est prévu au niveau b, équivalente au niveau de formation mentionné au tiret précédent, si cette formation confère un niveau professionnel comparable et prépare à un niveau comparable de responsabilités et de fonctions, pour autant que le diplôme soit accompagné d'un certificat de l'Etat membre d'origine;

d) diplôme attestant que le titulaire a suivi avec succès une formation de niveau de l'enseignement postsecondaire d'une durée minimale de trois ans ne dépassant pas quatre ans ou d'une durée équivalente à temps partiel, qui peut, en outre, être exprimée en nombre équivalent de crédits ECTS, dispensée dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement de niveau équivalent, et, le cas échéant, sanctionnant la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études secondaires;

e) diplôme attestant que le titulaire a suivi avec succès un cycle d'études postsecondaires d'une durée minimale de quatre ans, ou d'une durée équivalente à temps partiel, qui peut, en outre, être exprimée en nombre équivalent de crédits ECTS, dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement de niveau équivalent et, le cas échéant, qu'il a suivi avec succès la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études postsecondaires.

Section V. — Titre de formation

Art. 5. Est assimilé à un titre de formation visé à l'article 4, y compris quant au niveau concerné, tout titre de formation ou ensemble de titres de formation qui a été délivré par une autorité compétente dans un Etat membre, sur la base d'une formation à temps plein ou à temps partiel, dans le cadre de programmes formels ou non, dès lors qu'il sanctionne une formation acquise dans l'Union, reconnue par cet Etat membre comme étant de niveau équivalent et qu'il confère à son titulaire les mêmes droits d'accès à une profession ou d'exercice de celle-ci, ou qui prépare à l'exercice de cette profession.

Est également assimilée à un tel titre de formation, dans les mêmes conditions que celles prévues au premier alinéa, toute qualification professionnelle qui, sans répondre aux exigences prévues par les dispositions législatives, réglementaires ou administratives de l'Etat membre d'origine pour l'accès à une profession ou son exercice, confère à son titulaire des droits acquis en vertu de ces dispositions. En particulier, ceci s'applique dans le cas où l'Etat membre d'origine relève le niveau de formation requis pour l'accès à une profession ou son exercice et où une personne ayant suivi la formation antérieure, qui ne répond pas aux exigences de la nouvelle qualification, bénéficie de droits acquis en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives; dans un tel cas, la formation antérieure est considérée par la Communauté française, aux fins de l'application de l'article 6, comme correspondant au niveau de la nouvelle formation.

Section VI. — Conditions d'accès et d'exercice à la profession réglementée

Art. 6. § 1^{er}. La Communauté française accorde l'accès, complet ou partiel, à la profession réglementée visée par le présent décret et son exercice, dans les mêmes conditions que les titulaires de qualifications professionnelles prescrites par elle, aux demandeurs qui possèdent l'attestation de compétences ou le titre de formation qui est prescrit par un autre Etat membre pour accéder à cette même profession sur son territoire ou l'y exercer.

Les attestations de compétences ou les titres de formation, présentés le cas échéant sous la forme de la carte professionnelle européenne, sont délivrés par une autorité compétente dans un Etat membre, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat.

§ 2. L'accès à la profession et son exercice, visés au § 1^{er}, doivent également être accordés aux demandeurs qui ont exercé la profession visée audit paragraphe à temps plein pendant une année ou à temps partiel pendant une durée totale équivalente au cours des dix années précédentes dans un autre Etat membre qui ne réglemente pas cette profession, à condition qu'ils détiennent une ou plusieurs attestations de compétences délivrées par l'Etat membre qui ne réglemente pas cette profession ou un ou plusieurs titres de formation.

Les attestations de compétences ou les titres de formation doivent remplir les conditions suivantes:

- a) avoir été délivrés par une autorité compétente dans un Etat membre, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat;
- b) attester la préparation du titulaire à l'exercice de la profession concernée.

Toutefois, l'année d'expérience professionnelle visée au premier alinéa ne peut pas être exigée si le titre de formation que possède le demandeur certifie une formation réglementée.

§ 3. La Communauté française accepte le niveau attesté conformément à l'article 4 par l'Etat membre d'origine ainsi que le certificat par lequel l'Etat membre d'origine certifie que la formation réglementée ou la formation professionnelle à structure particulière visée à l'article 4, point c, 2^{ème} tiret est équivalente au niveau prévu à l'article 4, point c, 1^{er} tiret.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2 du présent article et à l'article 7, la Communauté française peut refuser l'accès à la profession et son exercice au titulaire d'une attestation de compétences classée sous le point a) de l'article 4 lorsque la qualification professionnelle requise en Communauté française pour exercer la profession relève des dispositions du point e) de l'article 4.

Art. 7. § 1^{er} L'article 6 ne fait pas obstacle à ce que la Communauté française exige du demandeur qu'il accomplisse un stage d'adaptation pendant trois ans au maximum ou se soumette à une épreuve d'aptitude dans un des cas suivants:

- a) lorsque la formation que le demandeur a reçue porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le titre de formation requis en Communauté française;
- b) lorsque la profession réglementée en Communauté française comprend une ou plusieurs activités professionnelles réglementées qui n'existent pas dans la profession correspondante dans l'Etat membre d'origine du demandeur, au sens de l'article 3, alinéa 2, et que la formation requise en Communauté française porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par l'attestation de compétences ou le titre de formation du demandeur.

§ 2. Si la Communauté française fait usage de la possibilité prévue au § 1^{er}, elle doit laisser au demandeur le choix entre le stage d'adaptation et l'épreuve d'aptitude.

Aux fins de l'application du § 1^{er} litterae a) et b), on entend par « matières substantiellement différentes », des matières dont la connaissance, les aptitudes et les compétences acquises sont essentielles à l'exercice de la profession et pour lesquelles la formation reçue par le migrant présente des différences significatives en termes de contenu par rapport à la formation exigée en Communauté française.

Le § 1^{er} est appliqué dans le respect du principe de proportionnalité. En particulier, si la Communauté française envisage d'exiger du demandeur qu'il accomplisse un stage d'adaptation ou passe une épreuve d'aptitude, elle doit d'abord vérifier si les connaissances, aptitudes et compétences acquises par le demandeur au cours de son expérience professionnelle ou de l'apprentissage tout au long de la vie, et ayant fait l'objet, à cette fin, d'une validation en bonne et due forme par un organisme compétent, dans un Etat membre ou dans un pays tiers sont de nature à couvrir, en tout ou en partie, les matières substantiellement différentes visées à l'alinéa 2.

§ 3. Par dérogation au principe énoncé au § 2, selon lequel le demandeur a le droit de choisir, la Communauté française peut prescrire soit un stage d'adaptation, soit une épreuve d'aptitude, dans le cas:

- a) du titulaire d'une qualification professionnelle visée à l'article 4, point a), qui demande la reconnaissance de ses qualifications professionnelles lorsque la qualification professionnelle requise en Communauté française est classée sous le point c) de l'article 4;
- b) du titulaire d'une qualification professionnelle visée à l'article 4, point b), qui demande la reconnaissance de ses qualifications professionnelles lorsque la qualification professionnelle requise en Communauté française est classée sous le point d) ou e) de l'article 4.

Dans le cas du titulaire d'une qualification professionnelle visée à l'article 4, point a) qui demande la reconnaissance de ses qualifications professionnelles lorsque la qualification professionnelle requise en Communauté française est classée sous le point d) de l'article 4, la Communauté française peut imposer à la fois un stage d'adaptation et une épreuve d'aptitude.

§ 4. La décision imposant un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude est dûment justifiée. En particulier, le demandeur reçoit les informations suivantes:

a) le niveau de qualification professionnelle requis en Communauté française et le niveau de la qualification professionnelle que possède le demandeur conformément à la classification figurant à l'article 4;

b) les différences substantielles visées au paragraphe 1^{er} et les raisons pour lesquelles ces différences ne peuvent être comblées par les connaissances, aptitudes et compétences acquises au cours de l'expérience professionnelle ou de l'apprentissage tout au long de la vie ayant fait l'objet, à cette fin, d'une validation en bonne et due forme.

§ 5. L'épreuve d'aptitude visée au paragraphe 1^{er} est organisée dans un délai maximal de six mois à compter de la décision initiale imposant celle-ci au demandeur.

Commission des titres pour l'accès aux fonctions enseignantes

Section VII. — Commission des titres pour l'accès aux fonctions enseignantes

Sous-section I^{re}. — Missions de la Commission

Art. 8. Pour l'application du présent décret, il est créé au sein du Ministère de la Communauté française une « Commission des titres pour l'accès aux fonctions enseignantes » chargée:

1° d'examiner les demandes de reconnaissance introduites par les titulaires de qualifications professionnelles acquises dans un ou plusieurs autres Etats membres;

2° de déterminer quelles professions réglementées lesdits titulaires peuvent exercer en Communauté française;

3° de déterminer à quels titres correspondent en Communauté française leurs qualifications professionnelles;

4° de déterminer les mesures de compensation auxquelles, le cas échéant, ils doivent se soumettre.

Sous-section II. — Composition de la Commission

Art. 9. La Commission est composée comme suit:

- un président: le directeur général de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique;

- un président suppléant: le directeur général adjoint du service général de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique;

- les membres effectifs et membres suppléants suivants:

1° un agent et son suppléant, titulaires d'un grade classé à l'un des rangs 10 à 12 de la direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique et nommés à titre définitif;

2° deux agents et leurs suppléants, titulaires d'un grade classé à l'un des rangs 10 à 12 de la direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française et nommés à titre définitif;

3° deux agents et leurs suppléants, titulaires d'un grade classé à l'un des rangs 10 à 12 de la direction générale des personnels de l'enseignement subventionné et nommés à titre définitif;

4° un membre et son suppléant choisis par le Gouvernement parmi les inspecteurs de l'enseignement secondaire du degré inférieur, nommés à titre définitif;

5° un membre et son suppléant choisis par le Gouvernement parmi les inspecteurs de l'enseignement secondaire du degré supérieur, nommés à titre définitif;

6° un membre et son suppléant par organisation syndicale représentative des personnels de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

ceux-ci sont choisis par le Gouvernement sur proposition de leur organisation syndicale respective parmi les membres du personnel nommés à titre définitif;

7° un membre et son suppléant par organe de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux;

ceux-ci sont choisis par le Gouvernement sur proposition des organes de représentation, chacun en ce qui le concerne;

8° un membre et son suppléant représentant les universités et proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur;

9° un membre et son suppléant représentant les Hautes Ecoles et proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur;

10° un membre et son suppléant représentant l'enseignement supérieur artistique et proposés par l'Académie de recherche et d'Enseignement supérieur;

11° un membre et son suppléant représentant l'enseignement de promotion sociale et proposés par le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale.

Les membres effectifs et les membres suppléants sont désignés par le Gouvernement, pour un terme de quatre ans renouvelable.

Sous-section III. — Fonctionnement de la Commission

Art. 10. Les modalités de fonctionnement de la Commission sont fixées par le Gouvernement.

Art. 11. La Commission peut solliciter l'avis d'experts.

Sous-section IV. — Mesures de compensation

Art. 12. § 1^{er} - Si, préalablement à l'examen de la demande de reconnaissance introduite par un titulaire de qualifications professionnelles visées à l'article 8, le Président de la Commission constate que ladite demande est visée par un des cas décrits à l'article 7, § 1^{er}, il sollicite l'avis du Service général de l'Inspection.

Le Service général de l'Inspection établit une liste des matières qui, sur base d'une comparaison entre la formation requise en Communauté française et celle reçue par le demandeur, ne sont pas couvertes par les qualifications professionnelles dont ce dernier fait état.

Dans un délai de quarante jours calendriers à dater de l'envoi du dossier au Service général de l'Inspection, celui-ci transmet à la Commission ladite liste.

La Commission, éventuellement assistée d'un (de) membre(s) du Service général de l'Inspection invité(s) à siéger à titre d'expert(s), choisit parmi cette liste les matières dont la connaissance est une condition essentielle pour pouvoir exercer en Communauté française la profession réglementée pour laquelle la demande de reconnaissance est introduite.

En l'absence de réponse du Service général de l'Inspection ou en cas de réponse hors délai, la Commission fixe elle-même les matières susvisées. Le Gouvernement notifie au demandeur les mesures de compensation auxquelles il doit se soumettre, soit une épreuve d'aptitude soit un stage d'adaptation, à son choix, sauf pour les exceptions mentionnées au § 3 de l'article 7.

§ 2. Si le demandeur choisit l'épreuve d'aptitude, ou si celle-ci lui est imposée en application du § 3 de l'article 7, le contrôle de ses connaissances, aptitudes et compétences acquises dans les matières retenues par la Commission est réalisé par la présentation des examens relatifs auxdites matières auprès d'un établissement d'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française de son choix. Ce contrôle doit prendre en considération le fait que le demandeur est un professionnel qualifié dans son Etat membre d'origine ou de provenance. La déontologie applicable aux activités concernées en Communauté française peut également être reprise dans ces matières.

Les résultats des examens auxquels a été soumis le requérant sont communiqués au Président de la Commission par les autorités de l'établissement d'enseignement concerné.

Si le demandeur choisit le stage d'adaptation, ou si celui-ci lui est imposé en application du § 3 de l'article 7, il accomplit dans un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française de son choix un stage pratique d'exercice de la profession réglementée en situation réelle. Si la Commission l'estime nécessaire, il accomplit également, au sein d'une université, une Haute Ecole ou une Ecole supérieure des Arts, la partie théorique de la formation correspondant à ce stage dans les matières retenues par la Commission. La durée de ce dernier doit être comprise entre 90 et 300 heures.

L'évaluation de cette formation est réalisée à l'occasion du stage pratique en situation réelle par le Service général de l'Inspection qui en communique les résultats au Président de la Commission. Après avoir pris connaissance des résultats susmentionnés, le Président, au nom de la Commission, remet un avis au Gouvernement.

Section VIII. — Mécanisme d'alertes

Art. 13. Les autorités compétentes en Communauté française informent, au plus tard dans un délai de 3 jours à compter de la date d'adoption de la décision de justice, les autorités compétentes de tous les autres Etats membres, au moyen d'une alerte via l'IMI, de l'identité des professionnels qui ont demandé la reconnaissance d'une qualification en vertu du présent décret et qui par la suite ont été reconnus coupables par la justice d'avoir présenté de fausses preuves à l'appui de leurs qualifications professionnelles.

Section IX. — Frais

Art. 14. Les frais couvrant l'examen des demandes introduites en vue d'obtenir la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions enseignantes sont fixés à 65 EUR.

CHAPITRE II. — Dispositions modificatives

Art. 15. Les articles 1^{er} à 9 du décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement, sont abrogés.

Art. 16. L'intitulé du décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement, est remplacé par ce qui suit: « Décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement ».

Art. 17. A l'article 27, § 1^{er}, alinéa 4, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française tel que modifié par le décret du 19 octobre 2017 portant mesures diverses en vue de faciliter la mise en œuvre du principe de priorisation des titres telle que prévue par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, le 3^o est complété par ce qui suit:

« ou en vertu du décret du 19 octobre 2017 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions enseignantes dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française; ».

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

Art. 18. Tout dossier introduit avant la date d'entrée en vigueur du présent décret demeure soumis à l'application des dispositions du décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement précité tel qu'en vigueur au moment de l'introduction du dossier.

Art. 19. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 octobre 2017.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,

I. SIMONIS

—————
Note

(1) Session 2017-2018

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 516-1. – Rapport de commission n° 516-2 – Texte adopté en séance, n° 516-3.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 18 juillet 2017.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/13961]

19 OKTOBER 2017. — Decreet betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties voor de uitoefening van ambten van het onderwijzend personeel in de inrichtingen voor voorschools, lager en secundair gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Afdeling I. — Definities

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

a) "gereguleerd beroep" : elk ambt van het onderwijzend personeel dat uitgeoefend moet worden in de inrichtingen voor voorschools, lager en secundair gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap;

b) "beroepskwalificaties" : de kwalificaties die worden gestaafd door een opleidingsbewijs, een bekwaamheidsat-test, zoals bedoeld in artikel 4, littera a), 1ste streepje en/of beroepservaring;

c) "opleidingsbewijs" : de diploma's, getuigschriften of andere bekwaamheidsbewijzen die door een volgens de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van een lidstaat aangewezen overheid, zijn afgegeven ter afsluiting van een overwegend in een lidstaat gevolgde beroepsopleiding, zoals bedoeld in dit artikel, punt g);

d) "bevoegde overheid" : ieder door de lidstaten gemachtigde overheid of instelling die met name bevoegd is opleidingsbewijzen en andere documenten of informatie af te geven, respectievelijk aan te nemen, alsmede aanvragen te ontvangen en besluiten te nemen, zoals bedoeld in dit decreet;

e) "gereguleerde opleiding" : elke opleiding die specifiek op de uitoefening van een bepaald beroep gericht is en die uit een studiecycclus bestaat die eventueel met een beroepsopleiding, een beroepsstage of praktijkervaring wordt aangevuld; l

f) "beroepservaring" : de daadwerkelijke en geoorloofde, voltijdse of deeltijdse uitoefening van het betrokken beroep in een lidstaat;

g) "lidstaat" : lidstaat van de Europese Unie alsook IJsland, Liechtenstein, Noorwegen en Zwitserland;

h) "aanvrager" : onderdaan van een lidstaat, zoals bedoeld in dit artikel, punt g);

i) "derde land" : ander land dan dat vermeld in littera g) van dit artikel;

j) "leven lang leren" : alle vormen van algemeen onderwijs, beroepsonderwijs en beroepsopleidingen, niet-formeel onderwijs en informeel leren die gedurende het gehele leven plaatsvinden en die tot meer kennis, vaardigheden en competenties leiden, eventueel ook op het gebied van de beroepsethiek;

k) "Europese beroepskaart" : een elektronisch certificaat dat wordt afgegeven hetzij ten bewijze dat de beroepsbeoefenaar aan alle noodzakelijke voorwaarden voldoet om tijdelijk en incidenteel diensten te verrichten in een ontvangende lidstaat of dat de beroepskwalificaties met het oog op vestiging in een ontvangende lidstaat erkend zijn;

l) "IMI" : het elektronische instrument dat door de Commissie ter beschikking wordt gesteld ter bevordering van de administratieve samenwerking tussen de bevoegde autoriteiten van de lidstaten onderling en tussen de bevoegde autoriteiten van de lidstaten en de Commissie;

m) "waarschuwingsmechanisme" : mechanisme zoals bepaald in artikel 56bis, § 3, van de richtlijn 2005/36/EG bedoeld in artikel 2 van dit decreet;

n) "Commissie" : Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot ambten van het onderwijzend personeel, zoals bedoeld in artikel 8 van dit decreet.

§ 2. Het gebruik in dit decreet van mannelijke namen voor de verschillende ambten is gemeenschlchtig met het oog op een betere leesbaarheid van de tekst, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

§ 3. Wordt gelijkgesteld met een opleidingsbewijs elk opleidingsbewijs dat uitgereikt wordt in een derde land als zijn titularis in het betrokken beroep een beroepservaring van drie jaar heeft op het grondgebied van de lidstaat die het bovenvermelde bewijs erkend heeft en die hem met een getuigschrift bekrachtigd heeft.

Afdeling II. — Doel

Art. 2. Dit decreet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, gewijzigd bij Richtlijn 2013/55-EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013. Het stelt de regels vast volgens welke de Franse gemeenschap die de toegang tot of de uitoefening van een gereguleerd beroep afhankelijk stelt van het bezit van bepaalde beroepskwalificaties, de in een andere lidstaat of andere lidstaten (hierna de "lidstaat van oorsprong" genoemd) verworven beroepskwalificaties die de titularis van die kwalificaties het recht verlenen er hetzelfde beroep uit te oefenen, erkent voor de volledige of gedeeltelijke toegang tot en de uitoefening van dit beroep.

Afdeling III. — Doelstellingen

Art. 3. De erkenning van de beroepskwalificaties door de Franse Gemeenschap geeft de begunstigde in de Franse Gemeenschap toegang tot hetzelfde beroep als dat waarvoor hij in de lidstaat van oorsprong de kwalificaties bezit en stelt hem in staat dit beroep uit te oefenen onder dezelfde voorwaarden als die welke voor de titularis van de beroepskwalificaties voorgeschreven door de Franse Gemeenschap gelden.

Voor de toepassing van dit decreet is het beroep dat de aanvrager in de Franse Gemeenschap wenst uit te oefenen hetzelfde als dat waarvoor hij in de lidstaat van oorsprong de kwalificaties bezit, indien hieronder vergelijkbare werkzaamheden vallen.

In afwijking van het eerste lid wordt de gedeeltelijke toegang tot een beroep in de Franse Gemeenschap toegekend wanneer de volgende voorwaarden vervuld worden :

a) de aanvrager is volledig gekwalificeerd om in de lidstaat van oorsprong de beroepsactiviteit uit te oefenen waarvoor een gedeeltelijke toegang in de Franse Gemeenschap aangevraagd wordt;

b) de verschillen tussen de beroepsactiviteit die wettelijk uitgeoefend wordt in de lidstaat van oorsprong en het gereguleerd beroep in de Franse Gemeenschap zijn zo belangrijk dat de toepassing van de compensatiemaatregelen bedoeld in artikel 7 zou betekenen dat de aanvrager verplicht zal worden om het volledige programma van het onderwijs en de opleiding te volgen dat vereist is in de Franse Gemeenschap om volledig toegang te hebben tot het gereguleerd beroep in de Franse Gemeenschap;

c) de beroepsactiviteit kan objectief gezien onderscheiden worden van andere activiteiten die tot het gereguleerd beroep in de Franse Gemeenschap behoren.

Afdeling IV. — Beroepskwalificaties

Art. 4. Voor de toepassing van artikel 6 worden de beroepskwalificaties in de volgende niveaus ingedeeld:

a) een bekwaamheidsattest dat is afgegeven door een overeenkomstig de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen aangewezen bevoegde overheid van de lidstaat van oorsprong, nadat men :

- hetzij een opleiding heeft genoten die niet wordt afgesloten met een getuigschrift of diploma, zoals bedoeld onder b), c), d) of e) van dit artikel, hetzij een specifiek examen zonder voorafgaande opleiding heeft afgelegd, hetzij het beroep tijdens de voorafgaande tien jaren gedurende drie opeenvolgende jaren voltijds of gedurende een gelijkwaardige periode deeltijds in een lidstaat heeft uitgeoefend;

- hetzij op het niveau van het lager of secundair onderwijs een algemene opleiding heeft genoten, waaruit blijkt dat de titularis over een zekere algemene kennis beschikt;

b) een getuigschrift ter afsluiting van een cyclus van secundair onderwijs :

- hetzij van algemene aard, aangevuld met een andere dan de onder c) bedoelde studiecycclus of beroepsopleiding en/of met de beroepsstage of praktijkervaring die als aanvulling op deze studiecycclus vereist is;

- hetzij van technische of beroepsmatige aard, in voorkomend geval aangevuld met een studiecycclus of beroepsopleiding, zoals bedoeld in het vorige streepje, en/of met de beroepsstage of praktijkervaring die als aanvulling op deze studiecycclus vereist is;

c) een diploma ter afsluiting van :

- hetzij een opleiding op het niveau van postsecundair onderwijs dat verschilt van het onder d) en e) bedoelde niveau en ten minste 1 jaar duurt, dan wel, in geval van een deeltijdse opleiding, een daaraan gelijkwaardige duur heeft, en waarvoor als een van de toelatingsvoorwaarden in de regel geldt dat men de studiecycclus van secundair onderwijs moet hebben voltooid die voor de toegang tot het universitair of hoger onderwijs vereist is of een volledige equivalente schoolopleiding van secundair niveau, alsook de beroepsopleiding die eventueel als aanvulling op deze cyclus van postsecundair onderwijs vereist is,

- hetzij een gereguleerde opleiding of, in het geval van gereguleerde beroepen, een beroepsopleiding met een bijzondere structuur met meer bevoegdheden dan wat voorzien is in niveau b en die gelijkwaardig is aan het vorige streepje vermelde opleidingsniveau, indien die opleidt tot een vergelijkbare beroepsbekwaamheid en voorbereid op een vergelijkbaar niveau van verantwoordelijkheden en ambten voor zover het diploma aangevuld is met een getuigschrift van een lidstaat van oorsprong;

d) een diploma ter afsluiting van een succesvolle opleiding van het postsecundair onderwijs gevolgd heeft met een duur van minstens drie jaar en hoogstens vier jaar of, in geval van een deeltijdse opleiding, met een daaraan gelijkwaardige duur, die in een equivalent aantal studiepunten ECTS uitgedrukt kan worden, aan een universiteit of een instelling voor hoger onderwijs of aan een andere instelling met hetzelfde opleidingsniveau, alsook eventueel ter afsluiting van de beroepsopleiding die als aanvulling op deze cyclus van postsecundair onderwijs vereist is,

e) een diploma ter afsluiting van een postsecundaire opleiding met een duur van minstens vier jaar of, in geval van een deeltijdse opleiding, met een daaraan gelijkwaardige duur, die in een equivalent aantal studiepunten ECTS uitgedrukt kan worden, aan een universiteit of een instelling voor hoger onderwijs of aan een andere instelling met hetzelfde opleidingsniveau, alsook eventueel ter afsluiting van de beroepsopleiding die als aanvulling op deze cyclus van postsecundair onderwijs vereist is.

Afdeling V. — Opleidingsbewijs

Art. 5. Met een opleidingsbewijs ter afsluiting van een in artikel 4 bedoelde opleiding, met inbegrip van het betrokken niveau, wordt gelijkgesteld elk opleidingsbewijs dat, ofwel elk geheel van opleidingsbewijzen dat door een bevoegde overheid in een lidstaat is afgegeven, op basis van een voltijdse of deeltijdse opleiding, in het kader van al dan niet formele programma's, wanneer daarmee een in de Unie gevolgde opleiding wordt afgesloten welke door deze lidstaat als gelijkwaardig wordt erkend en wanneer daaraan dezelfde rechten inzake de toegang tot of uitoefening van een beroep zijn verbonden, dan wel een voorbereiding vormt op de uitoefening van dat beroep.

Onder dezelfde voorwaarden als die van de eerste alinea wordt met een dergelijk opleidingsbewijs ook gelijkgesteld elke beroepskwalificatie die weliswaar niet voldoet aan de eisen die in de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaat van oorsprong voor de toegang tot of uitoefening van een beroep zijn vastgesteld, maar die de titularis ervan krachtens deze bepalingen verworven rechten verleent. Dit geldt met name indien de lidstaat van oorsprong het niveau verhoogt van de opleiding die vereist is voor de toegang tot een beroep of de uitoefening ervan, en indien een persoon die vroeger een opleiding heeft genoten die niet meer voldoet aan de eisen van de nieuwe kwalificatie, verworven rechten geniet uit hoofde van nationale wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen; in dat geval wordt de vroeger genoten opleiding door de Franse Gemeenschap beschouwd — met het oog op de toepassing van artikel 6 — als overeenkomend met het niveau van de nieuwe opleiding.

Afdeling VI. — Voorwaarden voor de toegang tot en de uitoefening van het gereguleerd beroep

Art. 6. § 1. De Franse Gemeenschap verleent volledige of gedeeltelijke toegang tot het gereguleerd beroep bedoeld in dit decreet en de uitoefening ervan, onder dezelfde voorwaarden als die welke voor de titularissen van de beroepskwalificaties gelden, aan aanvragers die in het bezit zijn van het bekwaamheidsattest of het opleidingsbewijs dat in een andere lidstaat verplicht wordt gesteld voor de toegang tot of uitoefening van dat beroep op zijn grondgebied.

De bekwaamheidsattesten of de opleidingsbewijzen die in voorkomend geval voorgesteld worden in de vorm van de Europese beroepskaart, worden afgegeven door een bevoegde overheid in een lidstaat, die overeenkomstig de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van die lidstaat, is aangewezen.

§ 2. De toegang tot en uitoefening van het beroep bedoeld in §1, moeten ook toegestaan worden aan aanvragers die het in dat lid bedoelde beroep voltijds tijdens één jaar of gedeeltelijk tijdens een gelijke totale duur tijdens de tien vorige jaren in een andere lidstaat hebben uitgeoefend waar dat beroep niet gereguleerd is, op voorwaarde dat ze één of meer bekwaamheidsattesten hebben die afgegeven worden door de lidstaat waar dat beroep of één of meer opleidingsbewijzen niet gereguleerd worden.

De bekwaamheidsattesten of de opleidingsbewijzen moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) zij moeten afgegeven worden door een bevoegde overheid in een lidstaat die overeenkomstig de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van die lidstaat is aangewezen;

b) zij moeten aantonen dat de titularis op de uitoefening van het betrokken beroep is voorbereid.

De in de eerste lid bedoelde beroepservaring van één jaar kan echter niet worden geëist wanneer de aanvrager met het opleidingsbewijs een gereguleerde opleiding heeft afgesloten.

§ 3. De Franse Gemeenschap aanvaardt het niveau afgesloten overeenkomstig artikel 4 door de lidstaat van oorsprong, alsook het getuigschrift volgens hetwelk de lidstaat van oorsprong blijkt geeft dat de gereguleerde opleiding of de beroepsopleiding met een bijzonder structuur bedoeld in artikel 4, punt c, tweede streepje, gelijk is aan het niveau voorzien in artikel 4, punt c, 1ste streepje.

§ 4. In afwijking van de paragrafen 1 en 2 van dit artikel en van artikel 7, kan de Franse Gemeenschap de toegang tot en de uitoefening van het beroep weigeren aan de titularis van een bekwaamheidsattest gerangschikt onder punt a) van artikel 4 wanneer de beroepskwalificatie vereist in de Franse Gemeenschap om het beroep uit te oefenen onder de bepalingen van punt e) van artikel 4 ressorteert.

Art. 7. § 1. Artikel 6 belet niet dat de Franse Gemeenschap in een van de volgende gevallen van de aanvrager verlangt dat hij een aanpassingsstage van ten hoogste drie jaar doorloopt of een proef van bekwaamheid aflegt:

a) wanneer de door de aanvrager gevolgde opleiding betrekking heeft op vakken die wezenlijk verschillen van die welke worden bestreken door het in de Franse Gemeenschap vereiste opleidingsbewijs;

b) wanneer het in de Franse Gemeenschap gereguleerde beroep een of meer gereguleerde beroepsactiviteiten omvat die niet bestaan in het overeenkomstige beroep in de lidstaat van oorsprong van de aanvrager in de zin van artikel 3, tweede lid, en de opleiding die in de Franse Gemeenschap vereist is betrekking heeft op vakken die wezenlijk verschillen van die welke vallen onder het bekwaamheidsattest of het opleidingsbewijs die de aanvrager overlegt.

§ 2. Indien de Franse Gemeenschap van de mogelijkheid van § 1 gebruikmaakt, moet zij de aanvrager de keuze laten tussen een aanpassingsstage en een proef van bekwaamheid.

Voor de toepassing van § 1, litterae a) en b), wordt onder „vakgebieden die wezenlijk verschillen” verstaan vakgebieden waarvan de verworven kennis, bekwaamheden en bevoegdheden van essentieel belang zijn voor de uitoefening van het beroep en waarvoor de door de migrant ontvangen opleiding qua inhoud in belangrijke mate afwijkt van de door de Franse Gemeenschap vereiste opleiding.

§ 1 wordt toegepast met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel. Indien de Franse Gemeenschap overweegt van de aanvrager een aanpassingsstage of proef van bekwaamheid te verlangen, moet zij met name eerst nagaan of de door de aanvrager in het kader van zijn beroepservaring of het leven lang leren en voor de toepassing ervan een degelijke bekrachtiging door een bevoegde instelling gekregen heeft, in een lidstaat of derde land verworven kennis, bekwaamheden en bevoegdheden het in het tweede lid bedoelde wezenlijke verschil geheel of gedeeltelijk kan overbruggen.

§ 3. In afwijking van het in § 2 neergelegde beginsel op grond waarvan de aanvrager het recht heeft te kiezen, kan de Franse Gemeenschap ofwel een aanpassingsstage, ofwel een proef van bekwaamheid voorschrijven in de volgende gevallen :

a) van de titularis van een beroepskwalificatie bedoeld in artikel 4, punt a), die de erkenning aanvraagt van zijn beroepskwalificaties wanneer de beroepskwalificatie die vereist wordt in de Franse Gemeenschap onder punt c) van artikel 4 gerangschikt wordt;

b) van de titularis van een beroepskwalificatie bedoeld in artikel 4, punt b), die de erkenning aanvraagt van zijn beroepskwalificaties wanneer de beroepskwalificatie die vereist wordt in de Franse Gemeenschap onder punt d) of e) van artikel 4 gerangschikt wordt.

In geval van de titularis van een beroepskwalificatie bedoeld in artikel 4, punt a) die de erkenning aanvraagt van zijn beroepskwalificaties wanneer de beroepskwalificatie die vereist wordt in de Franse Gemeenschap, onder punt d) van artikel 4 gerangschikt wordt, kan de Franse Gemeenschap tegelijkertijd een aanpassingsstage en een proef van bekwaamheid opleggen.

§ 4. De beslissing waarbij een aanpassingsstage of een proef van bekwaamheid wordt opgelegd, wordt behoorlijk verantwoord. De aanvrager krijgt inzonderheid de volgende informatie :

a) het niveau van de beroepskwalificatie die vereist wordt in de Franse Gemeenschap en het niveau van de beroepskwalificatie dat de aanvrager heeft overeenkomstig de rangschikking bedoeld in artikel 4;

b) de wezenlijke verschillen bedoeld in § 1 en de redenen waarom deze verschillen niet kunnen gevuld worden door de kennis, bekwaamheden en bevoegdheden die verworven zijn tijdens de beroepservaring of het lang leven leren waarvoor een wezenlijke goedkeuring wordt daartoe gegeven.

§ 5. De proef van bekwaamheid bedoeld in § 1 wordt binnen een termijn van hoogstens zes maanden georganiseerd te rekenen vanaf de oorspronkelijke beslissing waarbij deze aan de aanvrager wordt opgelegd.

Afdeling VII. — Commissie voor bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot ambten in het onderwijs

Onderafdeling I. — Optrachten van de Commissie

Art. 8. Voor de toepassing van dit decreet wordt binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap een "Commissie voor bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs" opgericht die belast wordt met :

1° het onderzoek van de erkenningsaanvragen ingediend door de titularissen van de beroepskwalificaties die verworven worden in één of meer andere lidstaten;

2° het bepalen van welke gereglementeerde beroepen de bovenvermelde titularissen in de Franse Gemeenschap kunnen uitoefenen;

3° het bepalen van welke bekwaamheidsbewijzen in de Franse Gemeenschap overeenstemmen met hun beroepskwalificaties;

4° het bepalen van de compensatiemaatregelen waaraan ze in voorkomend geval zich moeten neerleggen.

Onderafdeling II. — Samenstelling van de Commissie

Art. 9. De Commissie is samengesteld als volgt :

- een voorzitter : de directeur-generaal van het niet-verplichtonderwijs en het wetenschappelijk onderzoek;

- een plaatsvervangende voorzitter : de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek;

- de volgende werkende en plaatsvervangende leden :

1° een personeelslid en zijn plaatsvervanger, titularissen van een graad gerangschikt in één van de rangen 10 tot 12 van de algemene directie leerplichtonderwijs en wetenschappelijk onderzoek en in vast verband benoemd;

2° twee personeelsleden en hun plaatsvervangers, titularissen van een graad gerangschikt in één van de rangen 10 tot 12 van de algemene directie van het personeel van het onderwijs in de Franse Gemeenschap en in vast verband benoemd;

3° twee personeelsleden en hun plaatsvervangers, titularissen van een graad gerangschikt in één van de rangen 10 tot 12 van de algemene directie van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs en in vast verband benoemd;

4° een lid en zijn plaatsvervanger gekozen door de Regering onder de inspecteurs van het secundair onderwijs van de lagere graad, in vast verband benoemd;

5° een lid en zijn plaatsvervanger gekozen door de Regering onder de inspecteurs van het secundair onderwijs van de hogere graad, in vast verband benoemd;

6° een lid en zijn plaatsvervanger per representatieve vakbondsvereniging van het personeel van het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap; deze worden gekozen door de Regering op voorstel van hun respectieve vakbondsvereniging onder de vastbenoemde personeelsleden;

7° een lid en zijn plaatsvervanger per vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra; deze worden door de Regering gekozen op voorstel van hun respectieve vertegenwoordigingsorganen;

8° een lid en zijn plaatsvervanger die de universiteiten vertegenwoordigen en die voorgedragen worden door de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs;

9° een lid en zijn plaatsvervanger die de Hogescholen vertegenwoordigen en die voorgedragen worden door de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs;

10° een lid en zijn plaatsvervanger die het hoger kunstonderwijs vertegenwoordigen en die voorgedragen worden door de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs;

11° een lid en zijn plaatsvervanger die het onderwijs voor sociale promotie vertegenwoordigen en die voorgedragen worden door de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie.

De werkende en plaatsvervangende leden worden door de Regering aangesteld voor een hernieuwbare periode van vier jaar.

Onderafdeling III. — Werking van de Commissie

Art. 10. De nadere regels voor de werking van de Commissie worden door de Regering bepaald.

Art. 11. De Commissie kan het advies van deskundigen aanvragen

Onderafdeling IV. — Compensatiemaatregelen

Art. 12. § 1. Indien, voorafgaand aan het onderzoek van de erkenningsaanvraag ingediend door een titularis van de beroepskwalificaties bedoeld in artikel 8, de voorzitter van de Commissie vaststelt dat de bovenvermelde aanvraag bedoeld wordt door één van de gevallen beschreven in artikel 7, § 1, vraagt hij het advies van de Algemene Inspectiedienst.

De Algemene Inspectiedienst stelt een lijst van de aangelegenheden op die, op basis van de vergelijking tussen de opleiding vereist in de Franse Gemeenschap en deze gekregen door de aanvrager, niet onder de beroepskwalificaties vallen waarvan de aanvrager rekening mee houdt.

Binnen een termijn van veertig kalenderdagen na de verzending van het dossier aan de Algemene Inspectiedienst bezorgt deze de bovenvermelde lijst aan de Commissie.

De Commissie die eventueel bijgestaan wordt door een lid (leden) van de Algemene Inspectiedienst dat (die) verzocht wordt (en) als deskundige te zetelen, kiest onder deze lijst de aangelegenheden waarvan de kennis de essentiële voorwaarde is om in de Franse Gemeenschap het gereguleerde beroep te kunnen uitoefenen waarvoor de erkenningsaanvraag wordt ingediend.

Zonder antwoord van de Algemene Inspectiedienst of ingeval van een antwoord buiten de termijn, bepaalt de Commissie zelf de bovenvermelde aangelegenheden. De Regering deelt de aanvrager de compensatiemaatregelen mee waaraan hij moet voldoen, ofwel een proef van bekwaamheid ofwel een aanpassingsstage, naar keuze, behalve voor de uitzonderingen vermeld in § 3 van artikel 7.

§ 2. Indien de aanvrager de aanpassingsproef kiest of indien deze aan hem wordt opgelegd met toepassing van § 3 van artikel 7, wordt de controle van zijn kennis, bekwaamheden en bevoegdheden die verworven worden in de aangelegenheden bepaald door de Commissie, uitgevoerd door het afleggen van examens betreffende die aangelegenheden in een instelling voor hoger onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, naar keuze. Deze controle moet in aanmerking nemen dat de aanvrager een bekwaam professioneel is in zijn lidstaat van oorsprong of van afkomst. De deontologie die van toepassing is op de betrokken activiteiten in de Franse Gemeenschap kan in deze aangelegenheden opgenomen worden.

De resultaten van de examens die de verzoekende moest afleggen, worden aan de voorzitter van de Commissie meegedeeld door de overheden van de betrokken onderwijsinstelling.

Indien de aanvrager de aanpassingsstage kiest of indien deze aan hem opgelegd wordt met toepassing van § 3 van artikel 7, volgt hij in de onderwijsinstelling georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap naar keuze een praktisch oefeningsstage van het gereguleerde beroep in een werkelijke situatie. Indien de Commissie het nodig acht, legt hij ook binnen een universiteit, een hogeschool of een hogere kunstschool het theoretische gedeelte van de opleiding die overeenstemt met deze stage in de aangelegenheden bepaald door de Commissie. Deze stage duurt tussen 90 en 300 uren.

De evaluatie van deze opleiding wordt uitgevoerd bij de praktische stage in een werkelijke situatie door de Algemene Inspectiedienst, die de resultaten meedeelt aan de voorzitter van de Commissie. Na kennis te hebben genomen van de bovenvermelde resultaten brengt de voorzitter in naam van de Commissie een advies uit aan de Regering.

Afdeling VIII. — Waarschuwingmechanisme

Art. 13. De bevoegde overheden in de Franse Gemeenschap informeren ten laatste binnen een termijn van 3 dagen na de datum van aanneming van de beslissing van het gerecht de bevoegde overheden van alle andere lidstaten door middel van een waarschuwing via het IMI, de identiteit van de professionelen die de erkenning van een kwalificatie hebben aangevraagd overeenkomstig dit decreet en die daarna schuldig bevonden worden door het gerecht voor valse bewijsstukken ter staving van hun beroepskwalificaties.

Afdeling IX. — Kosten

Art. 14. De kosten die het onderzoek dekken van de aanvragen die ingediend worden voor de erkenning van de beroepskwalificaties voor de uitoefening van ambten in het onderwijs worden op 65 euro vastgesteld.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingsbepalingen

Art. 15. De artikelen 1 tot 9 van het decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs, worden opgeheven.

Art. 16. Het opschrift van het decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs, wordt vervangen als volgt: "Decreet van 23 januari 2009 houdende bepalingen betreffende het verlof voor sportactiviteiten en diverse dringende maatregelen inzake het onderwijs.

Art. 17. In artikel 27, § 1, vierde lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 oktober 2017 houdende verschillende maatregelen voor de vergemakkelijking van de toepassing van de voorrangregeling inzake bekwaamheidsbewijzen zoals bepaald bij het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt 3° aangevuld als volgt:

"of overeenkomstig het decreet van 19 oktober 2017 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties voor de uitoefening van ambten van het onderwijzend personeel in de inrichtingen voor voorschools, lager en secundair gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK III. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 18. Elk dossier dat ingediend wordt vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet, blijft onderworpen aan de toepassing van de bepalingen van het bovenvermelde decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs, zoals van kracht bij de indiening van het dossier.

Art. 19. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 oktober 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidenten en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 516-1. Commissieverslag, nr. 516-2. - Tekst aangenomen tijdens de zitting, nr. 516-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 18 oktober 2017.